

Another falling wall : WALL STREET

Par **Alain CAMBIER**

Docteur en philosophie, professeur
en classes préparatoires, Faidherbe - Lille

En 1989, le mur tristement célèbre de Berlin s'effondrait annonçant la faillite du système soviétique dont la chute se produisit peu après. Dès lors, le néo-libéralisme triomphant crut pouvoir imposer son idéologie sur toute la planète, en se réclamant de la « révolution reaganienne ». Aujourd'hui, l'échec est retentissant. Nous avons, ici même, dénoncé les dérives de la spéculation financière qui témoignaient du fait que le capitalisme avait définitivement perdu l'esprit qui l'avait inspiré à l'origine¹. Aujourd'hui, un autre mur vacille : celui de Wall Street et, avec lui, une conception totalement irresponsable de la gestion économique et financière. Cet événement majeur corrobore ce que nous avons toujours dit : entre deux systèmes concurrents, ce n'est pas parce que l'un a démontré ses torts que l'autre peut prétendre avoir raison. À vingt ans d'intervalle, les deux ont montré leurs limites.

L'ironie de l'histoire est cruelle : après l'implosion du système communiste, qui semblait avoir laissé la voie libre à un seul système, le capitalisme financier s'est autodétruit. Les effets se feront ressentir sur l'économie réelle pendant des années ; mais le plus immédiatement visible et le plus symptomatique est que les États-Unis sont devenus paradoxalement le symbole des nationalisations du secteur bancaire... Des dirigeants politiques néo-libéraux ont dû, eux-mêmes, se faire les chantres de l'interventionnisme étatique et renier toutes les convictions dont ils s'étaient réclamés initialement pour se faire élire. La crise est apparue comme une véritable épreuve de vérité : la soumission du dogme de la dérégulation des marchés au principe de falsifiabilité, à la sanction du réel. Toute une conception du monde s'est révélée obsolète.

La réfutation de l'idéologie néo-libérale

Pendant des années, de petits esprits ont fait la leçon aux lucides, à ceux qui faisaient preuve de sens critique, en leur parlant d'un ton sentencieux et condescendant pour vanter le dogme de l'autorégulation des marchés. Se présentant comme des experts économiques, ils n'étaient que des idéologues occupés à justifier l'injustifiable. Peu importait,

pour eux, que ce capitalisme financier se fût développé de manière irrationnelle, il fallait nécessairement aller dans le sens du courant, c'est-à-dire celui prétendument de « la concurrence non faussée ». Des règles fondamentales de la rationalité économique ont ainsi été bafouées, mais également de la rationalité juridique. Ainsi, l'opération de « titrisation », qui permet à un établissement financier de transformer un lot de créances en titres commercialisables, dans le but de transférer celles-ci à un tiers, déroge à un principe élémentaire de la logique juridique : sans le consentement du débiteur à la cession de sa créance, un créancier ne peut céder celle-ci à quiconque. La cession d'une obligation est possible, mais non la cession d'une créance² car, sinon, il faut considérer qu'il y a effectivement création d'un objet nouveau. Le dogme de la dérégulation n'a eu pour effet que de créer des zones de non-droit dans la finance. Mais à force d'escamoter les réalités et de transformer l'économie en un jeu sans règle, chacun se paye en monnaie de singe.

L'effondrement du mirage de la mondialisation

La spéculation sur des richesses purement virtuelles a favorisé un capitalisme nomade, complètement déterritorialisé, qui a entretenu le mirage politique de la mondialisation. Présenté comme une réalité radicalement nouvelle³, cet ectoplasme idéologique fut agité par les néoconservateurs pour faire croire que le monde humain n'était plus un *pluriversum*. Dès lors, ils s'employèrent à faire croire que les mêmes valeurs politiques, en l'occurrence celles de la démocratie occidentale, pouvaient être exportées dans n'importe quel pays du monde. Les « *droitsdelhomnistes* » emboîtèrent leur pas, qui se transforma en marche militaire, au point de prétendre imposer, par la guerre, des lois formelles et abstraites à des peuples qui n'en demandaient pas tant. Au nom d'un « agenda de liberté », l'administration Bush justifia ainsi ses exactions en Irak, alors même qu'il était prouvé que Saddam Hussein ne possédait pas d'armes de destruction massive. En France, de pseudo-philosophes⁴ monopolisèrent les médias pour propager la bonne parole et sermonner

² Sur ce point, cf. Adolf Reinach, *Fondements a priori du droit civil*, éd. Vrin, 2004.

³ Alors que les tentatives de mondialisation ont toujours historiquement existé, même si elles ont toujours été vouées à l'échec : ce rêve remonte au moins à l'Empire romain.

⁴ Cf. André Glucksmann, Pascal Bruckner, Alain Finkielkraut et consorts...

¹ Cf. notre texte *Capitalisme et cage d'acier* dans le numéro 44 des *Nouvelles d'Archimède* (Janvier - mars 2007).

le monde entier. Toutes les cultures et toutes les âmes des peuples étaient censées être fongibles dans le néolibéralisme économique et le néoconservatisme politique. Ici encore, la rhétorique mystificatrice tenait lieu de politique.

Le retour des États

Pour les « reaganien », l'État n'était pas considéré comme la solution, mais présenté comme un problème. Aujourd'hui, le dos au mur d'argent qui s'écroule, les mêmes ont appelé à la rescousse la puissance publique pour sauver l'économie. Dans le monde, nous assistons au retour des États et de la *realpolitik* : les naïfs s'en émeuvent, mais celle-ci apparaît en fin de compte comme un moindre mal, dans la mesure où elle a le mérite de nous rappeler que la politique est affaire de rapports de forces et qu'elle répond à une logique de puissance qui s'articule sur la « nature des choses ». Ainsi, les pays émergents consolident leur rôle aux dépens de l'hyper puissance américaine en pleine déconfiture : celle-ci risque même de sombrer dans une spirale de conflits internes, puisqu'elle est contrainte, par la force des choses, de renier ses valeurs... Le monde multipolaire reprend ses droits, mais sous des formes nouvelles : les centres de gravité se sont déplacés. Avec la multiplication des pôles de pouvoir, une nouvelle ère de profonde incertitude est ouverte.

Or, au moment même où, en Occident, l'État est présenté comme l'ultime planche de salut, il apparaît que les néolibéraux ont tellement conspiré pour l'affaiblir que celui-ci n'est plus que le fantôme de lui-même. Sa puissance a été systématiquement sapée depuis de nombreuses années et son périmètre d'action de plus en plus limité. En déficit chronique, ses agents méprisés, son fonctionnement vilipendé, sa fiscalité déconsidérée, il est pourtant maintenant sollicité de toutes parts pour servir d'ultime rempart. Bien plus, le débat politique a été lui-même, pendant des années, vidé de tout contenu au profit d'une pensée unique déconnectée des réalités sociales. Le dogme « *Tina* »⁵ a fait des ravages : même les partis sociaux-démocrates ont arrêté de penser et ont capitulé sans condition. Les hommes d'État ont disparu et, à leur place, des hommes de paille du néolibéralisme et des matamores, qui misent exclusivement sur les effets d'images, ont pris leur place pour faire illusion. Pris à contre-pied, ont-ils une réelle compétence pour innover

ou sont-ils condamnés à se payer de mots pour masquer leur impuissance et bricoler des colmatages à la va-vite ? Comment avoir prise sur la réalité quand on cultive une politique idolâtre de l'image ? Jamais, dans nos sociétés, le déni du réel n'est apparu aussi grand et l'écart entre principe du plaisir et principe de réalité aussi flagrant.

Une page de l'histoire se tourne

Pourtant, plus rien ne pourra être comme avant et le monde a changé de base puisque, désormais, l'étatisation du secteur bancaire est la nouvelle donne. Mais ce bouleversement ne signifie pourtant pas la revanche de *Main street* sur *Wall street*... Nous assistons plutôt au développement de ce que nous avons déjà appelé, à propos de l'instauration du bouclier fiscal, un État-Providence à l'envers, c'est-à-dire au service des plus privilégiés. Marx doit se retourner une nouvelle fois dans sa tombe, car le capitalisme est prêt à tout pour s'adapter aux nouvelles réalités : il invente le socialisme pour les plus riches, en laissant les plus démunis exposés aux effets destructeurs et durables des crises du capitalisme. Mais si les États sont uniquement mobilisés pour servir d'étai à un mur qui s'effondre, ils risquent eux-mêmes d'être emportés par le séisme.

De même que le capitalisme n'était pas à son origine une création arbitraire, mais l'expression d'innombrables processus spontanés et innovateurs pour répondre aux besoins des êtres humains, de même chacun retrouve la possibilité aujourd'hui, en se réappropriant la politique, d'influencer l'avenir par son action individuelle et de peser sur la bifurcation nécessaire pour fixer de nouvelles règles. L'avenir n'est écrit nulle part mais, quand les murs tombent, des horizons insoupçonnés s'ouvrent...

⁵ « *There is no alternative* » selon le célèbre mot de Margaret Thatcher.